

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/40181]

**21 JANUARI 2021. — Ministerieel besluit waarbij de organisatie van twee bijkomende halve dagen opleiding wordt toegelaten, gemotiveerd door uitzonderlijke omstandigheden in het gewoon basisonderwijs**

De Minister van Onderwijs,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

Gelet op het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot vaststelling van de gemeenschappelijke kern, artikel 1.9.2-2 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2019 houdende regeling van haar werking, inzonderheid op artikel 14 § 1 ;

Overwegende de gezondheids crisis als gevolg van Covid-19 en de daaruit voortvloeiende opleidingsbehoeften met betrekking tot het beheer van de pedagogische continuïteit en het beheer van de schoolomgeving in tijden van crisis,

Besluit :

**Enig artikel.** Schoolinrichtingen die voor het schooljaar 2020-2021 een aanvraag om afwijking indienen voor twee bijkomende halve dagen opleiding op microniveau met klassenschorsing bij de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en waarvan de bijkomende halve dagen gemotiveerd worden door uitzonderlijke omstandigheden en georganiseerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 3<sup>o</sup>, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, mits goedkeuring van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, worden toegelaten deze te organiseren

Brussel, 21 januari 2021.

C. DESIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200295]

**16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation et retirant partiellement l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, articles 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par les lois des 5 avril 1995, 4 août 1996 et 27 novembre 1996 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, et 2, remplacé par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu le rapport du 10 avril 2019 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie, donné le 23 avril 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2020;

Vu l'avis 67.838/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 septembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications à l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 23<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, inséré par l'arrêté royal du 15 décembre 1998, le 7<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 7<sup>o</sup> les autres véhicules, à l'exception des véhicules visés à l'article 2, § 2, 7<sup>o</sup>, mis en circulation depuis plus de cinquante ans, des véhicules lents et des véhicules présentant un intérêt historique, sont soumis au contrôle avant la première mise en circulation en Belgique ou la date de la remise en circulation en Belgique et ensuite tous les ans. ».

**Art. 2.** À l'article 23<sup>undecies</sup> du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 15 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les montants des redevances, en ce comprise la taxe sur la valeur ajoutée, à percevoir par les organismes d'inspection automobile agréés sont fixés comme suit :

1<sup>o</sup> contrôle complet suivant l'annexe 15 :

a) d'une voiture, voiture mixte, minibus, ambulance, corbillard, véhicule de camping ainsi que d'un tracteur agricole dont la masse maximale autorisée est inférieure à 3.500 kg : 48,00 EUR;

b) d'un autobus ou autocar : 59,10 EUR;

c) d'une camionnette dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg : 62,00 EUR;

d) d'un camion, d'un tracteur d'un tracteur agricole dont la masse maximale autorisée est supérieure à 3.500 kg : 59,10 EUR;

e) d'une remorque ou semi-remorque dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg : 33,10 EUR;

f) d'une remorque ou semi-remorque dont la masse maximale autorisée est supérieure à 3.500 kg : 48,80 EUR.

Une réduction de 5,00 EUR s'applique sur le montant des redevances visées aux a) et c) pour les véhicules à propulsion uniquement électrique;

2<sup>o</sup> contrôle partiel d'un véhicule :

a) suite à la demande d'un agent qualifié : 13,30 EUR;

b) suite à une visite ou revisite administrative : 8,40 EUR;

c) suite à une revisite technique : 13,30 EUR;

d) contrôle du dispositif d'accouplement pour les véhicules qui ne tirent pas de remorques dont la masse maximale autorisée dépasse 750 kg : 13,30 EUR;

3<sup>o</sup> contrôle de la conformité d'un véhicule pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1<sup>o</sup>, a), c), 25<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup> avec les données figurant au procès-verbal d'agrément ou au certificat de conformité européen lors d'un premier contrôle périodique ou complet, ainsi que lors du premier de ces contrôles après immatriculation au nom d'un autre titulaire, d'un véhicule dont la masse maximale autorisée :

a) ne dépasse pas 3.500 kg : 4,20 EUR;

b) est supérieure à 3.500 kg : 13,30 EUR;

4<sup>o</sup> majoration pour contrôle complet tardif d'un véhicule :

a) durant le premier mois : 8,50 EUR;

b) durant les deuxième et troisième mois : 12,50 EUR;

c) durant les quatrième, cinquième et sixième mois : 24,00 EUR;

d) après le sixième mois : 48,00 EUR;

5<sup>o</sup> pesée d'un véhicule, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1<sup>o</sup>, a), c), 25<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup> : 15,70 EUR;

6<sup>o</sup> rédaction, validation et délivrance d'une demande d'immatriculation, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1<sup>o</sup>, a), c), 25<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup> : 4,20 EUR;

7<sup>o</sup> rédaction et délivrance d'un extrait du rapport d'agrément : 8,40 EUR;

8<sup>o</sup> contrôle d'un dispositif de retenue d'eau pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1<sup>o</sup>, a), c), 25<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup> : 6,00 EUR;

9<sup>o</sup> contrôle de la conformité :

a) contrôle pour vérifier la conformité d'un véhicule et le cas échéant délivrance de l'attestation valant comme certificat de conformité, sans mesures des organes de freinage : 81,40 EUR;

b) contrôle pour vérifier la conformité d'un véhicule et le cas échéant délivrance de l'attestation valant comme certificat de conformité, avec mesures des organes de freinage : 108,50 EUR;

c) validation ou délivrance d'une plaquette d'identification : 8,40 EUR;

10<sup>o</sup> rédaction et délivrance d'un rapport pour autocars en vue de l'obtention de l'autorisation « Tempo 100 » : 27,10 EUR;

11<sup>o</sup> rédaction et délivrance, à titre volontaire, d'une attestation pour confirmer le contrôle relatif à un véhicule « plus vert et plus sûr » suivant les points 1.1.17, 1.6 et 8.2 visés à l'annexe 15, ainsi que le contrôle de la profondeur minimale de 2 mm des sculptures des pneumatiques : 13,30 EUR;

12<sup>o</sup> délivrance d'un duplicata de tout document original qui a été délivré : 13,30 EUR;

13<sup>o</sup> contrôle de la transparence lumineuse des vitrages, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1<sup>o</sup>, a), c), 25<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup> : 4,20 EUR;

14<sup>o</sup> contrôle environnement suivant l'annexe 15, point 8.2, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1<sup>o</sup>, a), c), 25<sup>o</sup> et 26<sup>o</sup> :

a) des véhicules équipés d'un moteur à allumage par compression : 15,10 EUR;

b) des véhicules équipés d'un moteur à allumage commandé : 4,20 EUR;

15<sup>o</sup> contrôle du limiteur de vitesse et du tachygraphe et de leur installation suivant l'annexe 15, points 7.9 et 7.10, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1<sup>o</sup>, c), et 26<sup>o</sup> :

a) avec simulateur de vitesse :

(1) véhicules devant être équipés d'un limiteur de vitesse et d'un tachygraphe : 31,30 EUR;

(2) véhicules devant être uniquement équipés d'un limiteur de vitesse dont le contrôle est assuré par un signal de tachygraphe : 31,30 EUR;

(3) véhicules devant être équipés uniquement d'un limiteur de vitesse dont le contrôle est assuré par un signal autre qu'un signal de tachygraphe : 15,70 EUR;

- (4) véhicules équipés d'un tachygraphe uniquement : 15,70 EUR;
- b) contrôle visuel sans simulateur de vitesse : 15,70 EUR;
- 16° contrôle, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1°, a), c), 25° et 26°, au moyen de l'appareil prévu à cet effet pour :
- a) efficacité de freinage en charge :
- (1) véhicule à deux essieux maximum :
- i. test en charge : 16,30 EUR;
- ii. test avec extrapolation sans raccordement ou manipulation en-dessous du véhicule : 9,60 EUR;
- iii. test avec extrapolation avec raccordement ou manipulation en-dessous du véhicule : 35,00 EUR;
- (2) véhicule à trois essieux ou plus : le tarif pour un véhicule à deux essieux maximum, augmenté de 7,20 EUR par essieu supplémentaire;
- b) suspension : 7,20 EUR;
- c) éclairage : 7,20 EUR;
- 17° contrôle de l'installation GPL, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1°, a), c), 25° et 26° :
- a) contrôle complet : 18,10 EUR;
- b) revisite : 13,30 EUR;
- c) contrôle simplifié : 6,00 EUR;
- 18° contrôle de l'installation GNV, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1°, a), c), 25° et 26° :
- a) contrôle complet : 18,10 EUR;
- b) revisite : 13,30 EUR;
- c) contrôle simplifié : 6,00 EUR;
- 19° contrôle A.D.R., pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1°, c), et 26° :
- a) contrôle complet : 47,00 EUR;
- b) revisite : 13,30 EUR;
- c) prolongation de la durée de validité ou la délivrance du document d'agrément : 13,30 EUR;
- 20° contrôle des normes de qualité auxquelles doivent répondre les véhicules affectés aux services occasionnels de transports rémunérés de personnes :
- a) contrôle par configuration : 33,10 EUR;
- b) supplément pour premier contrôle : 33,10 EUR;
- c) supplément pour présentation tardive :
- (1) durant le premier mois : 8,50 EUR;
- (2) durant les deuxième et troisième mois : 12,50 EUR;
- (3) durant les quatrième, cinquième et sixième mois : 24,00 EUR;
- (4) après le sixième mois : 48,00 EUR;
- 21° contrôle d'un véhicule après accident ou modification des suspensions :
- a) contrôle de la géométrie des roues et du châssis : 103,10 EUR;
- b) contrôle de la géométrie des roues : 51,80 EUR;
- 22° contrôle suivant l'annexe 15 des points 1.1.17 et 1.6, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1°, a), c), 25° et 26° : 26,50 EUR;
- 23° pose d'une vignette de contrôle pour la confirmation de la validité du contrôle, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1°, a), c), 25° et 26° : 5,40 EUR;
- 24° contrôle du dispositif visé à l'article 43, § 5 : 8,40 EUR;
- 25° contrôle non périodique prévu à l'article 23sexies, § 1<sup>er</sup>, 3°, et § 4, 3°, des véhicules M1 : 72,00 EUR;
- 26° contrôle non périodique prévu à l'article 23sexies, § 1<sup>er</sup>, 3°, et § 4, 3°, des véhicules N1 : 72,00 EUR;
- 27° enregistrement des données mentionnées dans le certificat de conformité du véhicule, pour les autres contrôles que ceux prévus aux 1°, a), c), 25° et 26° : 2,40 EUR;
- 28° mise à disposition du personnel pour la réalisation de contrôles sur une ligne délocalisée : redevances prévues aux 1° à 27° pour les prestations y réalisées avec un minimum de :
- a) demi-journée : 731,00 EUR;
- b) journée complète : 1357,00 EUR;
- 29° rédaction et délivrance d'une attestation pour confirmer que le véhicule présente un intérêt historique : 27,00 EUR;
- 30° supplément de non-présentation du véhicule au contrôle technique, après avoir pris un rendez-vous : 30,00 EUR; ce supplément ne s'applique pas en cas d'annulation plus de 48 h avant le rendez-vous ou de force majeure dûment justifiée.

§ 2. Les montants mentionnés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont automatiquement adaptés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de novembre de l'année précédente. Lors de l'indexation, le résultat est, le cas échéant, arrondi à la première décimale entière la plus proche.

L'indice de départ est celui du mois de novembre 2020. ».

**Art. 3.** Dans l'article 31, § 1<sup>er</sup>, 4°, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 12 décembre 1975, les mots « Le Ministre des Communications » sont remplacés par les mots « L'autorité wallonne compétente ».

**Art. 4.** À l'article 32bis, 2.1.2, alinéa 3 du même arrêté, les mots « Le Ministre des Communications ou son délégué » sont remplacés par les mots « L'autorité wallonne compétente ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation*

**Art. 5.** Dans l'article 24 de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Ce compte de réserves protégées est crédité par ponction sur l'excédent visé à l'alinéa 2. Les réserves protégées sont créditées jusqu'à hauteur de quinze pour cent du dernier chiffre d'affaires annuel de l'organisme. ».

**Art. 6.** À l'annexe 2 du même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2, a), les mots « qui doit être porteur au moins d'un diplôme de l'enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « qui justifie une expérience de minimum deux ans dans la fonction d'inspecteur »;

2° au 2, b), (1), le mot « technique » est abrogé;

3° au 2, c), les mots « ou professionnel » sont insérés entre le mot « technique » et le mot « secondaire ».

CHAPITRE III. — *Retrait partiel de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité*

**Art. 7.** Les articles 25 et 26, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, sont retirés.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'article 2 du présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Art. 9.** Le ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200295]

16. DEZEMBER 2020 — *Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör und des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in den Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, und zur teilweisen Rücknahme des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör*

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen, Artikel 1, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990 und abgeändert durch die Gesetze vom 5. April 1995, 4. August 1996 und 27. November 1996 und durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000, und Artikel 2, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 10. April 2019;

Aufgrund der am 23. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund der am 13. Juli 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 3. September 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 67.838/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen am Königlichen Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör*

**Artikel 1** - In Artikel 23ter § 1 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 15. Dezember 1998, wird Ziffer 7 durch Folgendes ersetzt:

“7° Die anderen Fahrzeuge, mit Ausnahme der in Artikel 2 § 2 Ziffer 7 genannten Fahrzeuge, die seit mehr als fünfzig Jahren in Betrieb genommen wurden, der langsamen Fahrzeuge und der Fahrzeuge von historischem Interesse, müssen vor der Erstinbetriebnahme in Belgien oder vor dem Tag der Wiederinbetriebnahme in Belgien und danach alle Jahre kontrolliert werden.”.

**Art. 2** - In Artikel 23undecies desselben Königlichen Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 15. Dezember 1998 und zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 17. Mai 2018, werden die Paragraphen 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Die Beträge der von den zugelassenen Kraftfahrzeugüberwachungseinrichtungen zu erhebenden Gebühren, Mehrwertsteuer einbegriffen, werden wie folgt festgelegt:

1° vollständige Kontrolle nach Anhang 15:

a) eines Personenkraftwagens, Kombiwagens, Kleinbusses, Krankenwagens, Leichenwagens, Wohnmobils sowie einer landwirtschaftlichen Zugmaschine mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht unter 3500 kg: 48,00 EUR;

b) eines Autobusses oder Reisebusses: 59,10 EUR;

c) eines Lieferwagens mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht bis 3500 kg: 62,00 EUR;

d) eines Lastkraftwagens, einer Zugmaschine, einer landwirtschaftlichen Zugmaschine mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht über 3500 kg: 59,10 EUR;

e) eines Anhängers oder Sattelanhängers mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht bis 3500 kg: 33,10 EUR;

f) eines Anhängers oder Sattelanhängers mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht über 3500 kg: 48,80 EURO;

Für die ausschließlich elektrisch betriebenen Fahrzeuge ist eine Ermäßigung in Höhe von 5,00 EUR auf den Betrag der unter Buchstaben a) und c) genannten Gebühren anwendbar;

2° Teilkontrolle eines Fahrzeugs:

a) nach Aufforderung durch einen befugten Bediensteten: 13,30 EUR;

b) infolge einer administrativen Kontrolle oder Nachkontrolle: 8,40 EUR;

c) infolge einer technischen Nachkontrolle: 13,30 EUR;

d) Prüfung der Kupplungsvorrichtung für Fahrzeuge die keine Anhänger ziehen, deren höchstzulässiges Gesamtgewicht 750 kg übersteigt: 13,30 EUR;

3° Kontrolle der Übereinstimmung eines Fahrzeugs für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben a) und c), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind, mit den Angaben auf dem Typgenehmigungsprotokoll oder auf der europäischen Übereinstimmungsbescheinigung anlässlich der ersten regelmäßigen oder vollständigen Kontrolle, sowie anlässlich der ersten dieser Kontrollen nach der Zulassung auf den Namen eines anderen Inhabers, eines Fahrzeugs mit einer höchstzulässigen Gesamtmasse:

a) bis 3500 kg: 4,20 EUR;

b) über 3500 kg: 13,30 EUR;

4. Zuschlag für eine verspätete vollständige Kontrolle eines Fahrzeugs:

a) im ersten Monat: 8,50 EUR;

b) im zweiten und dritten Monat: 12,50 EUR;

c) im vierten, fünften und sechsten Monat: 24,00 EUR;

d) nach dem sechsten Monat: 48,00 EUR;

5° Wiegen eines Fahrzeugs, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben a) und c), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind: 15,70 EUR;

6° Abfassung, Gültigkeitserklärung und Ausstellung eines Zulassungsantrags, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben a) und c), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind: 4,20 EUR;

7° Abfassung und Ausstellung eines Auszugs aus dem Genehmigungsbericht: 8,40 EUR;

8° Kontrolle einer Vorrichtung gegen aufspritzendes Wasser für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben a) und c), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind: 6,00 EUR;

9° Übereinstimmungskontrolle:

a) Kontrolle zur Überprüfung der Übereinstimmung eines Fahrzeugs und gegebenenfalls Ausstellung der als Übereinstimmungsbescheinigung geltenden Bescheinigung, ohne Messung der Bremsvorrichtungen: 81,40 EUR;

b) Kontrolle zur Überprüfung der Übereinstimmung eines Fahrzeugs und gegebenenfalls Ausstellung der als Übereinstimmungsbescheinigung geltenden Bescheinigung, mit Messung der Bremsvorrichtungen: 108,50 EUR;

c) Validierung oder Ausgabe eines Identifikationsschildes: 8,40 EUR;

10° Abfassung und Ausstellung eines Berichts für Reisebusse im Hinblick auf die Erlangung der “Tempo-100“-Genehmigung: 27,10 EUR;

11° Abfassung und Ausstellung, auf freiwilliger Basis, einer Bescheinigung zur Bestätigung der Kontrolle bezüglich eines "grüneren und sichereren" Fahrzeugs nach den in Anlage 15 erwähnten Punkten 1.1.17, 1.6 und 8.2 sowie der Kontrolle der Mindesttiefe von 2 mm der Reifenprofile: 13,30 EUR;

12° Ausstellung eines Duplikats jedes Originaldokuments, das ausgestellt wurde: 13,30 EUR;

13° Kontrolle der Lichtdurchlässigkeit der Scheiben, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a*) und *c*), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind: 4,20 EUR;

14° "Umweltkontrolle" nach Anhang 15 Punkt 8.2, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a*) und *c*), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind:

*a*) Nutzfahrzeuge mit Selbstzündungsmotor: 15,10 EUR;

*b*) Fahrzeuge mit Fremdzündungsmotor: 4,20 EUR;

15° Kontrolle des Geschwindigkeitsbegrenzers und/oder des Tachographen und ihres Einbaus nach Anhang 15 Punkte 7.9 und 7.10, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstabe *c*) und Ziffer 26 vorgesehen sind:

*a*) mit Geschwindigkeitssimulator:

(1) Fahrzeuge, die mit einem Geschwindigkeitsbegrenzer und mit einem Tachographen ausgerüstet sein müssen: 31,30 EUR;

(2) Fahrzeuge, die nur mit einem Geschwindigkeitsbegrenzer ausgerüstet sein müssen, dessen Steuerung durch ein Tachographensignal gewährleistet wird: 31,30 EUR;

(3) Fahrzeuge, die nur mit einem Geschwindigkeitsbegrenzer ausgerüstet sein müssen, dessen Steuerung durch ein anderes Signal als ein Tachographensignal gewährleistet wird: 15,70 EUR;

(4) Fahrzeuge, die nur mit einem Tachographen ausgerüstet sind: 15,70 EUR;

*b*) Sichtkontrolle ohne Geschwindigkeitssimulator: 15,70 EUR;

16° Kontrolle anhand der zu diesem Zweck vorgesehenen Vorrichtung, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a*) und *c*), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind:

*a*) der Bremswirkung in beladenem Zustand:

(1) Fahrzeug mit höchstens zwei Achsen:

i. Test mit Ladung: 16,30 EUR;

ii. Test mit Extrapolation ohne Anschluss oder Handhabung unter dem Fahrzeug: 9,60 EUR;

iii. Test mit Extrapolation mit Anschluss oder Handhabung unter dem Fahrzeug: 35,00 EUR;

(2) Fahrzeug mit drei Achsen oder mehr: Tarif für ein Fahrzeug mit höchstens zwei Achsen zuzüglich 7,20 EUR pro zusätzliche Achse;

*b*) Aufhängung: 7,20 EUR;

*c*) Beleuchtung: 7,20 EUR;

17° Kontrolle der LPG-Anlage, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a*) und *c*), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind:

*a*) vollständige Kontrolle: 18,10 EUR;

*b*) Nachkontrolle: 13,30 EUR;

*c*) vereinfachte Kontrolle: 6,00 EUR;

18° Kontrolle der CNG-Anlage, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a*) und *c*), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind:

*a*) vollständige Kontrolle: 18,10 EUR;

*b*) Nachkontrolle: 13,30 EUR;

*c*) vereinfachte Kontrolle: 6,00 EUR;

19° ADR-Kontrolle, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstabe *c*) und Ziffer 26 vorgesehen sind:

*a*) vollständige Kontrolle: 47,00 EUR;

*b*) Nachkontrolle: 13,30 EUR;

*c*) Verlängerung der Gültigkeitsdauer oder Ausstellung des Genehmigungsdokuments: 13,30 EUR;

20° Kontrolle der Qualitätsnormen, die die für Gelegenheitsdienste im gewerblichen Personenverkehr benutzten Fahrzeuge erfüllen müssen:

*a*) Kontrolle pro Konfiguration: 33,10 EUR;

*b*) Zuschlag für eine Erstkontrolle: 33,10 EUR;

*c*) Zuschlag für verspätetes Vorfahren

(1) im ersten Monat: 8,50 EUR;

(2) im zweiten und dritten Monat: 12,50 EUR;

(3) im vierten, fünften und sechsten Monat: 24,00 EUR;

(4) nach dem sechsten Monat: 48,00 EUR;

21° Kontrolle eines Fahrzeugs nach einem Unfall oder nach der Änderung der Federung:

*a*) Kontrolle der Rad- und Fahrgestellgeometrie: 103,10 EUR;

*b*) Kontrolle der Radgeometrie: 51,80 EUR;

22° Kontrolle nach Anhang 15 der Punkte 1.1.17 und 1.6 für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a*) und *c*), Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind: 26,50 EUR;

23° Anbringen einer Vignette zur Verlängerung der Gültigkeit für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a)* und *c)*, Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind: 5,40 EUR;

24° Kontrolle der in Artikel 43 § 5 erwähnten Einrichtung: 8,40 EUR;

25° nicht regelmäßige Kontrolle nach Artikel 23<sup>sexies</sup> § 1 Ziffer 3 und § 4 Ziffer 3 der Fahrzeuge M1: 72,00 EUR;

26° nicht regelmäßige Kontrolle nach Artikel 23<sup>sexies</sup> § 1 Ziffer 3 und § 4 Ziffer 3 der Fahrzeuge N1: 72,00 EUR;

27° Registrierung der in der Übereinstimmungsbescheinigung des Fahrzeugs genannten Angaben, für die anderen Kontrollen als diejenigen, die unter Ziffer 1 Buchstaben *a)* und *c)*, Ziffer 25 und Ziffer 26 vorgesehen sind: 2,40 EUR;

28° Zurverfügungstellung des Personals zwecks der Durchführung von Kontrollen auf einer delokalisierten Kontrolllinie: die in Nr. 1 bis 27 vorgesehenen Gebühren für die entsprechenden Leistungen mit folgenden Mindestbeträgen:

*a)* halber Tag: 731,00 EUR;

*b)* ganzer Tag: 1357,00 EUR;

30° Verfassung und Ausstellung einer Bescheinigung zur Bestätigung, dass es sich bei dem Fahrzeug um ein Fahrzeug von historischem Interesse handelt: 27,00 EUR;

30° Zuschlag für die Nichtvorführung eines Fahrzeugs bei der technischen Kontrolle, nachdem ein Termin verabredet worden war: 30,00 EUR; dieser Zuschlag gilt nicht, wenn der Termin mehr als 48 Stunden im Voraus abgesagt worden ist, oder in einem Fall ordnungsgemäß gerechtfertigter höherer Gewalt.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Beträge werden jährlich am 1. Januar aufgrund der Entwicklung des Verbraucherpreisindex des Monats November des vorigen Jahres automatisch angepasst. Bei der Indexierung wird das Ergebnis gegebenenfalls auf die nächste ganze Dezimale auf- bzw. abgerundet.

Als Basisindexzahl gilt der Wert vom November 2020."

**Art. 3** - In Artikel 31 § 1 Nr. 4 Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 12. Dezember 1975, werden die Wörter "Der Minister des Verkehrswesens" durch die Wörter "Die zuständige Wallonische Behörde" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 32<sup>bis</sup> Ziffer 2.1.2 Absatz 3 desselben Erlasses werden die Wörter "der Minister des Verkehrswesens oder sein Beauftragter" durch die Wörter "die zuständige Wallonische Behörde" ersetzt.

**KAPITEL II** — *Änderungen am Königlichen Erlass vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind*

**Art. 5** - In Artikel 24 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

"Diesem Konto für geschützte Rücklagen werden Beträge gutgeschrieben, die dem Überschuss nach Absatz 2 entnommen werden. Den geschützten Rücklagen werden Beträge gutgeschrieben, bis fünfzehn Prozent des letzten jährlichen Umsatzes der Einrichtung erreicht sind."

**Art. 6** - In demselben Erlass, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird der Anhang 2 wie folgt abgeändert:

1° unter Ziffer 2 Buchstabe *a)* werden in der französischen Fassung die Wörter "qui doit être porteur au moins d'un diplôme de l'enseignement supérieur" durch die Wörter "qui justifie une expérience de minimum deux ans dans la fonction d'inspecteur" ersetzt;

2° unter 2 Buchstabe *b)* Punkt (1) wird das Wort "technischen" gestrichen;

3° unter Ziffer 2 Buchstabe *c)* werden die Wörter "der Oberstufe des technischen Sekundarunterrichts" durch die Wörter "der Oberstufe des technischen oder berufsbildenden Sekundarunterrichts" ersetzt.

**KAPITEL III** — *Teilweise Rücknahme des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör*

**Art. 7** - Die Artikel 25 und 26 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör werden zurückgenommen.

#### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 8** - § 1. Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 2. Abweichend von § 1 tritt Artikel 2 des vorliegenden Erlasses am 1. Januar 2021 in Kraft.

**Art. 9** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Dezember 2020

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200295]

**16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen en tot gedeeltelijke intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd bij de wetten van 5 april 1995, 4 augustus 1996 en 27 november 1996 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, en 2, vervangen bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het verslag van 10 april 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Waalse Adviescommissie "administratie-industrie" gegeven op 23 april 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2020;

Gelet op advies 67.838/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 september 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en de wijzigingen ervan**

**Artikel 1.** In artikel 23ter, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 15 december 1998, wordt 7° vervangen als volgt :

"7° de andere voertuigen, uitgezonderd de voertuigen bedoeld in artikel 2, § 2, 7°, die meer dan vijftig jaar in gebruik zijn, de voertuigen voor traag vervoer en de voertuigen die een historisch belang vertonen, zijn aan de keuring onderworpen vóór de eerste in verkeerstelling in België of het opnieuw in verkeer stellen in België en vervolgens om het jaar. "

**Art. 2.** In artikel 23undecies van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 15 december 1998 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018, worden de paragrafen 1 en 2 vervangen als volgt :

" § 1. De bedragen van de door de erkende instellingen voor autokeuringen te innen vergoedingen, de belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen, worden als volgt vastgesteld :

1° volledige keuring volgens bijlage 15 :

a) van een personenauto, auto voor dubbel gebruik, minibus, ambulance, lijkauto, kampeerauto en een landbouwtrekker waarvan de maximale toegelaten massa 3 500 kg niet overtreft : 48,00 EUR;

b) van een autobus of autocar : 59,10 EUR;

c) van een lichte vrachtauto waarvan de maximale toegelaten massa 3 500 kg niet overtreft : 62,00 EUR;

d) van een vrachtauto, trekker of een landbouwtrekker waarvan de maximale toegelaten massa groter is dan 3 500 kg : 59,10 EUR;

e) van een aanhangwagen of een oplegger waarvan de maximale toegelaten massa 3 500 kg niet overtreft : 33,10 EUR;

f) van een aanhangwagen of een oplegger waarvan de maximale toegelaten massa hoger is dan 3 500 kg : 48,80 EUR;

Een korting van 5,00 EUR is van toepassing op het bedrag van de onder a) en c) bedoelde vergoedingen voor voertuigen met uitsluitend elektrische aandrijving.;

2° gedeeltelijke keuring van een voertuig :

a) op verzoek van een bevoegde persoon : 13,30 EUR;

b) ingevolge een administratieve keuring of herkeuring : 8,40 EUR;b) visuele keuring zonder snelheidssimulator :

c) ingevolge een technische herkeuring : 13,30 EUR;

d) keuring van de koppelingsinrichting voor de voertuigen die geen aanhangwagens slepen waarvan de maximaal toegelaten massa 750 kg overtreft : 13,30 EUR;



3° keuring van de overeenstemming voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen met de in het proces-verbaal van goedkeuring of het Europees gelijkvormigheidsbewijs opgenomen gegevens tijdens een eerste periodieke of volledige keuring, en tijdens de eerste van deze keuringen na de inschrijving op naam van een andere titularis, van een voertuig waarvan de maximale toegelaten massa :

a) de 3 500 kg niet overtreft : 4,20 EUR;

b) hoger is dan 3 500 kg : 13,30 EUR;

4° toeslag voor een laattijdige volledige keuring van een voertuig :

a) in de eerste maand : 8,50 EUR;

b) tijdens de tweede en derde maand : 12,50 EUR;

c) tijdens de vierde, vijfde en zesde maand : 24,00 EUR;

d) na de zesde maand : 48,00 EUR;

5° wegen van een voertuig voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen: 15,70 EUR;

6° opstellen, valideren en afleveren van een aanvraag tot inschrijving voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen : 4,20 EUR;

7° opstellen en afleveren van een uittreksel uit het goedkeuringsverslag : 8,40 EUR;

8° keuring van de inrichting tegen opspattend water voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen : 6,00 EUR;

9° gelijkvormigheidskeuring :

a) keuring om de gelijkvormigheid van een voertuig vast te stellen en desgevallend afgifte van een als gelijkvormigheidsattest geldend bewijs, zonder opmeten van de remorganen : 81,40 EUR;

b) keuring om de gelijkvormigheid van een voertuig vast te stellen en desgevallend afgifte van een als gelijkvormigheidsattest geldend bewijs, met opmeten van de remorganen : 108,50 EUR;

c) validering of aflevering van een identificatieplaatje : 8,40 EUR;

10° opstellen en afleveren van een verslag voor autocars met het oog op het bekomen van de " Tempo 100 " -machtiging : 27,10 EUR;

11° opstellen en afleveren op vrijwillige basis van een attest ter bevestiging van de keuring betreffende een " groener en veiliger " voertuig volgens bijlage 15, inzonderheid de punten 1.1.17, 1.6 en 8.2, alsook de keuring van de minimale profieldiepte van 2 mm van de banden : 13,30 EUR;

12° afgifte van een duplicaat van elk origineel document dat werd afgeleverd : 13,30 EUR;

13° keuring van de lichtdoorlatendheid van de ruiten voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen: 4,20 EUR;

14° " milieukeuring " volgens bijlage 15, punt 8.2 voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen:

a) van voertuigen met een motor met compressieontsteking : 15,10 EUR;

b) van voertuigen met een motor met elektrische ontsteking : 4,20 EUR;

15° keuring van de snelheidsbegrenzer en/of tachograaf en van de installatie volgens bijlage 15, punten 7.9 en 7.10 voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen :

a) met een snelheidssimulator :

(1) voertuigen uitgerust met snelheidsbegrenzer en tachograaf : 31,30 EUR;

(2) voertuigen die enkel moeten uitgerust worden met een snelheidsbegrenzer en waarvan de sturing verzekerd wordt door een tachograafsignaal : 31,30 EUR;

(3) voertuigen die enkel moeten uitgerust worden met een snelheidsbegrenzer en waarvan de sturing verzekerd wordt door een ander dan een tachograafsignaal : 15,70 EUR;

(4) voertuigen enkel uitgerust met een tachograaf : 15,70 EUR;

b) visuele keuring zonder snelheidssimulator : 15,70 EUR;

16° keuring, voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen, met het daartoe voorziene toestel van :

a) remdoelmatigheid in beladen toestand :

(1) voertuig met hoogstens twee assen :

i. test met lading: 16,30 EUR;

ii. test met extrapolatie zonder aansluitingen of bediening onder het voertuig: 9,60 EUR;

iii. test met extrapolatie met aansluitingen of bediening onder het voertuig: 35,00 EUR;

(2) voertuig met drie of meer assen: het tarief voor een voertuig met hoogstens twee assen vermeerderd met 7,20 EUR per bijkomende as;

b) ophanging : 7,20 EUR;

c) verlichting : 7,20 EUR;

17° keuring van de L.P.G.-installatie voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen :

a) volledige keuring : 18,10 EUR;

b) herkeuring : 13,30 EUR;

c) vereenvoudigde keuring : 6,00 EUR;

18° keuring van de N.G.V.-installatie voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen :

a) volledige keuring : 18,10 EUR;

b) herkeuring : 13,30 EUR;

c) vereenvoudigde keuring : 6,00 EUR;

19° A.D.R.-keuring voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen:

a) volledige keuring : 47,00 EUR;

b) herkeuring : 13,30 EUR;

c) verlenging van de geldigheidsduur of aflevering van het goedkeuringsdocument : 13,30 EUR;

20° keuring inzake kwaliteitsnormen, waaraan de voertuigen gebruikt voor ongeregeld bezoldigd vervoer van personen moeten voldoen :

a) keuring per configuratie : 33,10 EUR;

b) toeslag voor een eerste keuring : 33,10 EUR;

c) toeslag voor een laattijdige aanbieding :

(1) in de eerste maand : 8,50 EUR;

(2) tijdens de tweede en derde maand : 12,50 EUR;

(3) tijdens de vierde, vijfde en zesde maand : 24,00 EUR;

(4) na de zesde maand : 48,00 EUR;

21° keuring van een voertuig na ongeval of wijziging van de ophanging :

a) keuring van de wiel- en chassisgeometrie : 103,10 EUR;

b) keuring van de wielgeometrie : 51,80 EUR;

22° keuring volgens bijlage 15 van de punten 1.1.17 en 1.6 voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen : 26,50 EUR;

23° kleven van een keuringsvignet voor het bevestigen van de geldigheid van de keuring voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen : 5,40 EUR;

24° keuring van de inrichting bedoeld in artikel 43, § 5 : 8,40 EUR;

25° niet-periodieke keuring bedoeld in artikel 23sexies, § 1, 3°, en § 4, 3°, van de voertuigen M1 : 72,00 EUR

26° niet-periodieke keuring bedoeld in artikel 23sexies, § 1, 3°, en § 4, 3°, van de voertuigen N1 : 72,00 EUR

27° registratie van de gegevens vermeld in het certificaat van overeenstemming van het voertuig voor andere dan de in 1°, a), c), 25° en 26° bedoelde keuringen : 2,40 EUR;

28° terbeschikkingstelling van het personeel voor de uitvoering van controles op een keuringslijn op verplaatsing : heffingen bedoeld in 1° tot 27° voor de daar verrichte prestaties met een minimum van :

a) halve dag : 731,00 EUR;

b) volledige dag : 1357,00 EUR;

29° opstellen en uitreiken van een attest ter bevestiging dat het voertuig een historisch belang vertoont : 27,00 EUR;

30° toeslag voor het niet aanbieden van het voertuig voor een technische keuring, na het maken van een afspraak : 30,00 EUR; deze toeslag is niet van toepassing in geval van annulering meer dan 48 uur voor de afspraak of in geval van behoorlijk gerechtvaardigde overmacht.

§ 2. De in § 1 bedoelde bedragen worden automatisch op 1 januari van elk jaar aangepast naar gelang van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand november van het vorige jaar. Bij de indexering wordt het resultaat, in voorkomend geval, afgerond tot de dichtstbijzijnde gehele decimaal.

De aanvangsindex is die van de maand november 2020. ”.

**Art. 2.** In artikel 31, § 1, 4°, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 december 1975, worden de woorden “De Minister van Verkeerswezen” vervangen door de woorden “De Waalse bevoegde instantie”.

**Art. 3.** In artikel 32bis, 2.1.2, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “de Minister van Verkeerswezen of zijn afgevaardigde” vervangen door de woorden “de Waalse bevoegde instantie”.

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen**

**Art. 4.** In artikel 24 van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“Die rekening van beschermde reserves wordt gecrediteerd via een onttrekking aan het overschot bedoeld in het tweede lid. De beschermde reserves worden gestort ten belope van vijftien procent van de laatste omzet van de instelling ”.

**Art. 5.** In bijlage 2 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2, a), worden de woorden “die houder dient te zijn van minstens het diploma van hoger onderwijs” vervangen door de woorden “die minimum twee jaar ervaring heeft als inspecteur”;

2° in 2, b), (1), wordt het woord “technisch” opgeheven;

3° in 2, c), worden de woorden “hoger secundair technisch onderwijs” vervangen door de woorden “hoger technisch onderwijs of beroepsonderwijs”.

**HOOFDSTUK III. — Gedeeltelijke intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidsstoebehoren moeten voldoen**

**Art. 6.** De artikelen 25 en 26, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidsstoebehoren moeten voldoen worden ingetrokken.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 7.** § 1. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van § 1 treedt artikel 2 van dit besluit in werking op 1 januari 2021.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/40151]

20 JANVIER 2021. — Arrêté ministériel portant exécution des annexes XXI et XXII de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2007 déterminant des exigences en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments et portant exécution de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les lignes directrices et les critères nécessaires au calcul de la performance énergétique des unités PEB et portant modification de divers arrêtés d'exécution de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie

Le Ministre en charge de l'énergie,

Vu l'Ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie, les articles 2.2.2, §§ 1 et 3 et 2.2.3, § 1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2007 déterminant des exigences en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments, les paragraphes 7.8.6, 7.8.9, 9.2.1, 9.3.1, 10.2.2, 10.2.3.2.4, 10.3.2, 10.3.3.4.2, 14.3, 14.4 et l'annexe G, alinéa 3 de l'annexe XXI, et les paragraphes 6.1, 7.2.1 et l'annexe C points 2.10 et 3.2 de l'annexe XXII, insérées par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 portant modification de divers arrêtés d'exécution de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les lignes directrices et les critères nécessaires au calcul de la performance énergétique des unités PEB et portant modification de divers arrêtés d'exécution de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie, l'article 6, alinéa 3 inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 portant modification de divers arrêtés d'exécution de l'ordonnance du 2 mai 2013 portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie ;

Vu le test égalité des chances, comme défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances, réalisé le 6 octobre 2020 ;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 6 novembre 2020 ;

Vu l'avis 68.469/3 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/40151]

20 JANUARI 2021. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van bijlagen XXI en XXII van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2007 tot vaststelling van de eisen op het vlak van de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen en houdende uitvoering van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van alle richtlijnen en criteria die nodig zijn voor het berekenen van de energieprestatie van de EPB-eenheden en houdende wijziging van meerdere uitvoeringsbesluiten van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing

De Minister belast met energiebeleid,

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, artikelen 2.2.2, §§ 1 en 3, en 2.2.3, § 1 ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2007 tot vaststelling van de eisen op het vlak van de energieprestatie en het binnenklimaat van gebouwen, de paragrafen 7.8.6, 7.8.9, 9.2.1, 9.3.1, 10.2.2, 10.2.3.2.4, 10.3.2, 10.3.3.4.2, 14.3, 14.4 en bijlage G, lid 3 van bijlage XXI, en de paragrafen 6.1, 7.2.1 en bijlage C punten 2.10 en 3.2 van bijlage XXII, ingevoegd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 houdende wijziging van meerdere uitvoeringsbesluiten van de Ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van alle richtlijnen en criteria die nodig zijn voor het berekenen van de energieprestatie van de EPB-eenheden en houdende wijziging van meerdere uitvoeringsbesluiten van de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing, artikel 6, derde lid ingevoegd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 december 2020 houdende wijziging van meerdere uitvoeringsbesluiten van de Ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing ;

Gezien de gelijke kansentest, zoals bepaald in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijke kansentest, uitgevoerd op 6 oktober 2020 ;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 6 november 2020 ;

Gelet op het advies 68.469/3 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;